

Science politique et tâches de prévision

par Bertrand de JOUVENEL,

★

Bertrand de Jouvenel avait été chargé d'organiser au sein de la Conférence bis-annuelle de l'Association Internationale de Science Politique (réunie à Genève en septembre 1964), un groupe de discussion sur La Conjecture Politique. Le présent texte et celui qu'il a présenté en cette occasion comme argument du débat. Il se situe dans le cadre général du projet Futuribles qui a pour objet de promouvoir la spéculation sur l'avenir.

I

Le politiste est l'éducateur des hommes publics en formation, le conseiller des hommes publics en activité. Hommes publics, ceux qui ont part, grande ou petite, au maniement des pouvoirs publics ; pouvoirs publics, c'est-à-dire moyens concentrés d'affecter l'avenir.

Nous ne pouvons rien sur le passé, ni sur le moment qui est en train de passer, seul l'avenir est sensible à nos actions, dites volontaires si elles visent un but, rationnelles si elles y sont ajustées, prudemment conçues si nous avons tenu compte des circonstances futures que notre action pourrait rencontrer et qui seraient propres à en changer l'issue. Les circonstances futures possibles sont dites « états de la Nature » dans la Théorie de la Décision, qui nous avertit de les considérer avec soin avant de choisir entre les actions qui nous semblent possibles (1). Un résultat recherché dans l'avenir, la prise en considération de circonstances intervenant dans l'avenir, en faut-il dire plus pour faire sentir que « les vues d'avenir » sont essentielles aux décisions présentes ?

Quelqu'image d'avenir est toujours implicite dans une décision ; mais comme implicite elle peut être d'une improbabilité qu'un peu de réflexion ferait sentir. C'est pourquoi Thucydide fait dire à Archidamos s'adressant à l'Assemblée lacédémonienne, à la veille de la guerre du Péloponnèse : « Notre

sera la responsabilité des événements, bons ou mauvais : donc, prenons le loisir de les prévoir autant qu'il se peut » (2).

Quel point de départ que ce texte ! Le plus grand des historiens nous avertit que nous sommes auteurs de notre sort.

Qui prend, sans réflexion suffisante, une décision lourde de conséquences pour lui-même, fait preuve de légèreté : mais cette légèreté devient culpabilité chez le magistrat ou citoyen participant à titre principal ou accessoire à une décision publique dont les conséquences affecteront un grand nombre. Dès lors le politiste doit reconnaître, dans l'effort de prévision, une obligation morale impérieuse, qui doit être d'autant plus vivement ressentie que l'on a plus de part à la décision ; et il convient au politiste d'imprimer le sentiment de cette obligation.

Mais dire que les décisions publiques *devraient* être prises avec prévoyance, c'est formuler un précepte. Comment suivre ce précepte si nous ne développons point l'aptitude correspondante, la *capacité* de prévoir. Sachant que la prévision est nécessaire, le politiste doit s'appliquer à développer cette capacité chez lui-même et chez ses élèves, et il doit en offrir l'emploi aux politiciens qu'il lui appartient de conseiller : *Il appartient à la fonction du politiste d'être expert en prévoyance* : c'est là mon premier point.

Est-il besoin de préciser qu'expertise n'est point infaillibilité ? Que le politiste se trompe sur le cours des événements ou sur les conséquences d'une action, cela doit arriver souvent ; c'est assez qu'il se trompe moins fréquemment que le politicien moyen, ce qui n'est pas beaucoup exiger, et

(1) Cf. mon essai « Les Recherches sur la Décision » in *Bulletin SEDEIS*, 20 janvier 1962, et le chapitre XIII de mon livre *L'Art de la Conjecture*, Monaco, 1964.

(2) THUCYDIDE, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, liv. I, § 83.

s'il n'en était pas ainsi, il faudrait demander à quoi bon la Science Politique ? Seul le philosophe qui se prononce sur les impératifs catégoriques de la morale est en droit de repousser le souci de prévision comme indifférent à son sujet. Mais celui qui se présente en « savant » et qui s'attache à l'étude des « faits », comment ferait-il valoir l'utilité sociale de ses recherches si elles ne devraient point développer la perspicacité politique ?

Dans toute science, il y a rapport continuuel entre la recherche des faits et la construction des hypothèses, qui doivent rendre compte des faits et faire preuve de quelque valeur prédictive. Sans nul doute, c'est le passé seul qui est susceptible d'être connu, à proprement parler ; seul le Passé relève du « vrai ou faux » tandis que l'avenir est le domaine des « possibles » qui ne sont ni vrais ni faux : aussi ne peut-on quant à l'avenir qu'exprimer des jugements de probabilité, mais c'est par de tels jugements que les sciences comportent une utilité pratique. Comme je le soulignerai, il appartient à la nature de la politique que les probabilités apparentes y soient particulièrement difficiles à formuler et moins « fiables » qu'en aucune autre matière. Mais si l'on n'y visait nullement, faudrait-il parler de Science Politique ? Ou ce qui importe plus qu'une discussion sémantique, pourrait-on regarder la Science Politique comme apportant une contribution majeure à la prudence politique, ce qui doit assurément être son ambition ?

II

Comme les déclarations de probabilité au sujet de l'avenir sont le résultat d'investigations de faits, elles ne peuvent concerner que le domaine des phénomènes examinés par le chercheur. C'est une convention sémantique de notre temps que de deux termes synonymes, l'un grec, l'autre latin, et qui désignaient tous deux l'ensemble des relations humaines, le mot « social » ait été gardé pour ces relations en général, cependant que le mot « politique » a été limité à une partie de ces relations. Entre-temps cependant les fonctions du gouvernement se sont beaucoup étendues, de sorte que les soucis du magistrat embrassent un champ plus vaste que le domaine d'études du politiste. Donc le genre de prévisions que le politiste peut faire ne se rapporte qu'à une partie des phénomènes dont le magistrat politique doit s'occuper.

C'est à d'autres branches des sciences sociales qu'il appartient de fournir des prévisions spécifiques basées sur les investigations de chaque branche, et ressortissant à certaines sortes de décisions publiques. Les gouvernements ont pris l'habitude de consulter d'autres experts que les politistes au sujet des décisions concernant ce que Cournot appelait fort à propos « l'économie sociale ». Quand c'est l'avenir du trafic urbain qui est à l'étude, il est évident que l'on consultera d'autres spécialistes que les politistes pour obtenir des prévisions au sujet du nombre d'automobiles, des implantations d'usines, de la répartition géographique de la population, etc.

Ce point forme le deuxième de mon exposé. *Les décisions publiques exigent une variété de prévisions autres que les seules prévisions du politiste.* Nous pouvons supposer que ces différents genres de prévisions entrent en jeu au fur et à mesure que les circonstances le demandent. Mais ici se pose un problème assez important.

III

Je présenterai ce problème par un exemple concret se rapportant au ministère Brüning (1930-1932). Le docteur Brüning était devenu *Chancelier* en mars 1930. Voyons ce que disait le *Survey of International Affairs* pour 1930 (3).

« Le problème budgétaire a été de loin le plus intraitable de tous ceux dont l'Allemagne a eu à s'occuper... jusqu'au moment où nous écrivons ce rapport (été 1931); ce n'est que sous le ministère du Dr. Brüning que l'on a procédé à des mesures propres à réaliser une réelle amélioration... Le déficit cumulatif était de..., le déficit prévu de..., une action s'imposait donc d'urgence. Le Dr. Brüning fit immédiatement face à cette exigence par un décret d'urgence promulgué en juillet 1930, lequel fut suivi par deux autres décrets en décembre 1930 et en juin 1931 respectivement, le premier décret n'ayant pas corrigé la situation. » Ces décrets réduisaient brutalement les dépenses et augmentaient aussi les taxes. « Telles furent les mesures draconiennes auxquelles le Dr. Brüning se vit obligé de recourir. Il restait à voir combien elles seraient effectives en pratique, mais elles prouvaient au-delà

(3) Publié par le Royal Institute of International Affairs, London, 1931. Citations des pp. 531-536.

de tout doute ou de toute contestation le changement d'attitude des politiciens allemands responsables vis-à-vis des finances publiques. »

Quant à moi, je remarquerai qu'au moment où le Dr. Brüning devint Chancelier, l'Allemagne comptait trois millions de chômeurs ; après deux ans de « mesures draconiennes », elle en comptait six millions ; il trouva, lorsqu'il devint Chancelier, 12 nazis au Reichstag ; après ses premiers six mois de pouvoir, leur nombre atteignait 107 (élections de septembre 1930) et peu de temps après qu'il eut abandonné sa fonction (mai 1932) les nazis obtinrent 230 sièges (31 juillet 1932).

Imaginons maintenant qu'un politiste se soit adressé au Dr. Brüning en avril 1930, lui disant : « Ignorant en fait de finances publiques, je veux croire que les mesures qui vous ont été conseillées par les experts financiers sont les plus indiquées pour équilibrer le budget (ce qui n'était pas le cas en réalité) ; ignorant en fait d'économie, je ne saurais vous dire quelles mesures pourraient effectivement réduire le chômage : c'est affaire d'autres spécialistes. Mais je puis vous dire *en ma qualité de politiste* que le chômage est un mal bien plus grave que le déficit budgétaire, qu'il représente un problème bien plus pressant et qu'il faut que vous lui donniez la priorité. Il est de mon devoir en outre de vous mettre en garde : vous ferez courir au pays un très grave danger politique si vous négligez de vous occuper du problème le plus important ».

En effet l'on paie très cher les erreurs « d'investissement » de l'attention publique. Ces erreurs sont fautes courantes parmi les politiciens. Voyez le triste cas du Dr. Brüning qui était un homme sérieux et honnête, qui s'est attaqué consciencieusement à ce qu'il estimait être le problème majeur : il s'est trompé dans les priorités et ses courageux efforts ont mené au désastre politique. Ceci fait ressortir combien il est important de classer les priorités. Je ne pense pas à une hiérarchie constante des valeurs (bien qu'elle soit fort importante) mais à un ordre actuel des priorités, en termes de ce que peuvent coûter les problèmes que l'on laisse se détériorer et aboutir à une crise.

Les politiciens s'étant avérés piètres juges de ces priorités, il faut que de meilleurs juges corrigent éventuellement leurs estimations : c'est le rôle du politiste qui doit donc agir en « généraliste » plutôt qu'en « spécialiste. Même s'il n'est compé-

tent que dans certains problèmes, il faut qu'il puisse les évaluer tous. Et ce rôle de « généraliste » est logiquement lié à son rôle de spécialiste : tous les problèmes sociaux que l'on néglige aboutiront en fin de compte dans ce champ des passions et des conflits qui est son domaine propre. On pourrait l'appeler un suzerain du domaine des questions sociales qui n'administre directement qu'une petite partie de ce domaine, mais qui doit avoir une vue d'ensemble sur le tout, car toutes les difficultés qui naîtront dans une des parties finiront par refluer sur son propre domaine. Il a compétence pour attirer l'attention sur un problème particulier et faire appeler les experts spécialistes de cette branche. Plus même, il a compétence pour dire à quelles questions ils doivent répondre, parce qu'il doit voir les relations qui existent entre les différents problèmes.

Un autre exemple pourra illustrer cette affirmation. Restée seule après la première Guerre mondiale pour maintenir la nouvelle carte d'Europe au tracé de laquelle Thomas Woodrow Wilson et Lloyd George avaient pris tant de part, la France établit des alliances avec quatre pays d'Europe orientale dont deux, la Pologne et la Tchécoslovaquie, étaient des voisins directs de l'Allemagne. Ces alliances comportaient une intervention militaire française au cas où l'Allemagne aurait attaqué la Pologne ou la Tchécoslovaquie. Une intervention militaire de quelle sorte ? Un simple coup d'œil sur la carte suffisait à montrer que la seule intervention effective était une invasion de l'Allemagne. Ces alliances exigeaient donc que l'armée française fût en premier lieu un instrument offensif : on décida exactement le contraire et la France fut équipée d'une armée purement défensive. On a donc pu prévoir une bonne dizaine d'années à l'avance ce qui devait se produire en 1939 : alors que presque la totalité des forces allemandes était lancée contre la Pologne, l'armée française était inutilement sur ses positions défensives, ayant été conçue pour la défense seulement (4). Non seulement était-il facile de prévoir ce qui allait arriver, certains dirigeants militaires le dirent derrière les portes, mais certains jeunes civils sans autorité le dirent ouvertement.

(4) Elle n'était même pas bien préparée à la défensive, comme le commandant Souchon le prophétisait déjà en 1929 dans *Feu l'Armée française* publié anonymement à Paris : « notre future armée sera démembrée, pourchassée et taillée en pièces avant d'avoir porté le premier coup. » Sur la contradiction signalée dans le texte, cf. mon article « L'Erreur Mortelle de la Défense Nationale », *Revue Hebdomadaire*, 15 avril 1939.

N'était-ce pas là, une fois encore, un cas pour le politiste ? N'était-ce pas à lui d'attirer l'attention sur le hiatus qui avait été créé entre la politique diplomatique et la politique militaire ? (5)

J'ai choisi deux exemples de fautes fatales dont je puis témoigner qu'elles étaient perceptibles à l'époque. La première d'entre elles était la conséquence d'une erreur de classification des priorités, la seconde d'une incohérence de politiques. N'est-ce pas le rôle des politistes d'avoir une vue suffisamment générale de la situation pour attirer l'attention sur des fautes pareilles ? C'est mon troisième point. *Il appartient au politiste d'apprécier les priorités, et de se prononcer sur la cohérence de politiques que par ailleurs il peut être inapte à discuter en détail.*

IV

Ce que nous venons d'exposer ci-dessus signifie que le politiste doit se tenir au fait des changements présents et à venir dans des domaines non politiques, et pour cela il doit maintenir un échange continu de vues avec les experts de ces autres domaines sur les événements futurs. Un exemple simple : supposons que le spécialiste des questions relatives à la balance de paiements prévoie la nécessité de ralentir les augmentations des coûts. Tel clan d'économistes n'en verra d'autre moyen qu'une constriction générale de l'économie, créant, comme on dit « une détente sur le marché du travail » ou, pour parler franc, un certain degré de chômage. D'autres, répugnant à ce mal social, préconiseront une « politique des revenus ». Le politiste pourra d'une part redouter les conséquences politiques du chômage, d'autre part douter que la « politique des revenus » soit politiquement réalisable ; s'il en était ainsi, il demanderait aux économistes une nouvelle consultation : un taux de change flexible ne ferait-il pas l'affaire ?

Comme tout changement estimé probable aura des répercussions dans de nombreux domaines, comme tout changement projeté comporte de nombreuses implications et exige une variété de conditions, il est clair qu'une société qui se caractérise par une transformation rapide a besoin de ce que j'ai appelé ailleurs un « Forum Prévisionnel » où les anticipations sont confrontées et où les incohérences découvertes donnent une indication des mesures à prendre. Je n'ai pas l'intention d'exposer ici une nouvelle fois les raisons pour établir

un Forum Prévisionnel ; il suffit que je définisse mon quatrième point : *Le politiste doit chercher à coordonner les anticipations.*

Cette tentative d'avoir une vue d'ensemble complète est certainement utile à long terme mais elle répond en même temps à un besoin urgent du politiste.

V

La vigilance étendue à tous les domaines doit permettre au politiste de découvrir les sources de difficultés politiques futures. *Le politiste doit être un détecteur de difficultés futures : c'est mon cinquième point.*

En effet, les difficultés sont son affaire. Est-il jamais plus utile qu'au moment où il annonce la guerre imminente ou montre les moyens de l'éviter ? Que les prévisions de l'expert en politique étrangère tournent autour d'une possibilité de guerre, tout le monde l'admet ; mais on admet moins facilement que l'équivalent de la guerre sur le plan intérieur joue un rôle tout aussi vital dans les spéculations du spécialiste en politique intérieure. Le contraste est compréhensible : on voit le système international comme un système d'antagonismes, le système national comme un système de coopération. L'accent même des mots change lorsque nous passons d'un système à l'autre. Lorsque nous parlons du système des Puissances avec une majuscule nous désignons des acteurs indépendants par leurs ressources réelles, par leurs *moyens* ; cependant que lorsque nous parlons du système des pouvoirs ceux-ci sont des *droits* à exercer fonctionnellement au service de l'ensemble national.

On suppose en général des « Home affairs », pour employer la formule heureuse des Britan-

(5) On pourrait s'étendre sur les conséquences du manque de logique dans les cas cités ici. D'abord, la découverte de l'impuissance de l'armée française détermina l'attitude du gouvernement au temps de Munich ; mais comme ils ne pouvaient pas croire à pareille impuissance, il est compréhensible que les dirigeants soviétiques aient interprété notre abandon honteux de la Tchécoslovaquie comme une manœuvre machiavélique pour détourner l'attaque des Allemands sur la Russie, ce à quoi aucun Français responsable ne pensait. Ensuite comme les Polonais avaient confiance en l'armée française, ce dont je pus me rendre compte étant avec eux lors de la campagne de 1939, ils jugèrent superflu d'accepter, lors des négociations anglo-franco-russes antérieures, que les Russes pussent entrer sur leur territoire, ce que les Russes avaient naturellement posé comme condition à leur appui. Cela rendit les Soviétiques encore plus sceptiques vis-à-vis de nous et cette méfiance peut à son tour avoir déterminé l'accord von Ribbentrop-Molotov.

niques, qu'elles seront plus calmes que les affaires étrangères. L'on suppose que les institutions établies pour veiller aux affaires intérieures sont et resteront capables de « digérer » les problèmes qui peuvent se poser : il se produit une division politique chaque fois que des hommes s'opposent violemment à propos de ce qu'ils estiment qu'il faut faire ; mais on considère cette division comme terminée le jour où la question est réglée par une procédure de décision établie (par exemple, un « vote » parlementaire).

Le politiste devrait se rendre particulièrement compte que les choses ne sont pas aussi simples, mais sa fonction de professeur d'institutions l'amène à communiquer et, de là, à adopter une vision optimiste. Sa fonction essentielle et primordiale est de parler à de futurs citoyens et à d'éventuels magistrats et de les rendre capables de participer à la direction des affaires publiques, une direction qui est organisée en fonction d'un système défini. Ce système doit leur être exposé et expliqué, de façon qu'ils s'y sentent familiers, et comme le connaissant et comme l'acceptant : il est certainement fort important pour une République que ses citoyens aient confiance dans la forme de gouvernement établie et la respectent. Les institutions politiques, précaires par nature, deviennent solides et stables par la foi, qui doit donc être cultivée. Cependant en cultivant cette foi on court le risque de devenir trop confiant. Penser que ce qui n'est pas permis n'est pas possible, est excellent pour la morale mais nuit à la prudence. Il est bon que les actions se déroulent dans les limites des procédures établies, mais il est dangereux que l'imagination de l'expert soit confinée dans ces limites. Pour citer un exemple, que j'avoue être extrême, et même caricatural, de ce danger : ceux qui appelèrent Hitler à la Chancellerie en janvier 1933 crurent apparemment qu'il serait paralysé dans ce poste par l'article 58 de la Constitution de Weimar, disant que toutes les décisions gouvernementales devaient être prises par une majorité du Cabinet, où Hitler se trouvait en minorité puisqu'il n'y avait que deux ministres de son parti. J'ai dit que l'exemple était extrême et caricatural, je ne veux pas dire que les politistes seraient enclins à commettre de telles erreurs. Mais il est vrai certainement qu'en hommes raisonnables et respectueux de la loi ils auront tendance à juger fort peu probables les grandes déviations du cours normal.

Ils ne prévoient pas facilement des événements dramatiques. Les Etats-Unis sont sans doute le pays le mieux équipé en politistes, dix-neuf politistes sur vingt dans le monde probablement sont Américains. Il serait intéressant de savoir combien d'entre eux avaient prévu l'ascension sensationnelle de McCarthy et sa chute tout aussi sensationnelle. Ou encore quelle proportion de ceux-ci avait prévu que le parti républicain serait noyauté par le groupe Goldwater.

Ce n'est pas là une critique de ma part : d'abord il est difficile dans tous les domaines de faire de bonnes prévisions ; deuxièmement, cette difficulté est le plus prononcée en politique ; enfin et surtout, les politistes en général n'ont pas jugé que c'était leur fonction de prévoir ; quand ils le font cependant ils ont tendance à souligner qu'ils le font en tant que citoyens et non pas en tant que savants. Le seul objet de ma remarque est d'attirer l'attention sur une disposition psychologique qui subsisterait, à mon avis, même si les politistes voulaient adopter l'opinion ici exposée et considérer que les conjectures font partie de leur fonction ou même sont le résultat pratique final de leur science. Dans de telles conditions, ils seraient encore peu enclins à prévoir des perturbations, des tumultes, des troubles. Donc si cette prévision de troubles est la plus importante, comme je le pense, il faudrait faire un effort psychologique pour vaincre cette tendance à pronostiquer une évolution relativement calme (6).

VI

La conjecture politique exige une étude du comportement politique : ce sixième point est assez évident en soi ; toute science étudie le comportement des objets sur lesquels elle désire faire des déclarations générales et d'une validité durable, pouvant être utilisées pour une prévision. Il n'est pas nécessaire non plus de recommander l'étude du comportement politique : c'est actuellement la branche la plus estimée de la science politique (7).

(6) Dans son exposé magistral des prévisions dans le domaine économique, Theil note que les changements à venir sont en général sous-estimés (H. THEIL : *Economic Forecasts and Policy*, Amsterdam, 1961, part. V). Si notre esprit a déjà tendance à sous-estimer les changements qui peuvent se produire dans un cours normal, il accepte encore plus difficilement des solutions de continuité.

(7) Voir la classification des différentes branches de la science politique dans l'article d'Albert Somit et Joseph Tanenhaus, « Trends in American Political Science », dans *The*

Je crois néanmoins qu'il reste quelque chose à dire sur ce point.

« Les études de comportement » comme on les appelle, sont conçues en fonction de comportements ordinaires, le mot *ordinaire* signifiant à la fois, et fort proprement, ce qui n'est pas exceptionnel et ce qui a sa place dans un ordre défini. Les temps de troubles cependant se caractérisent par des conduites extraordinaires : la conduite de la force publique à l'époque de l'indépendance du Congo fut une grande surprise : pareille et toute aussi surprenante fut la conduite des Gardes françaises le 14 juillet 1789. On a découvert, il n'y a pas longtemps, que des fonctionnaires allemands méticuleux et respectés avaient été les auteurs d'actions abominables dans les camps de concentration, à la stupéfaction de leurs collègues ; n'eussent été ces événements historiques, ils auraient pu mener une vie irréprochable et personne ne les eût jamais soupçonnés capables de ce qu'ils ont fait. Bien sûr, dire que les gens n'auraient pas été criminels s'il n'y avait eu les circonstances n'est pas une excuse comme on le croit souvent : les actions des hommes leur sont propres et les traits qui se manifestent dans certaines circonstances ont toujours été latents. C'est un avertissement que le comportement que nous observons n'est pas le seul dont le sujet observé soit capable.

L'instabilité du comportement est une des grandes difficultés que l'on rencontre en conjecture politique. Nous savons évidemment que le comportement d'un homme est variable, mais il ne l'est nulle part autant que dans le domaine politique. Nous n'avons aucune idée de ce que sera le comportement d'un être dans des conditions d'effervescence si nous ne l'observons jamais que dans des conditions normales, quand il vote d'une façon ou de l'autre, qu'il assiste à des réunions ou non, qu'il propose une résolution ou lève la main. Nous verrons non seulement qu'en des moments d'effervescence, les mêmes personnes ne se conduiront pas de la même façon, mais nous remarquerons également que ce ne seront pas les mêmes personnes qui occuperont la scène. En circonstances normales, si l'on range les personnes selon leur degré d'activité politique, on constate que cette activité n'est intense que pour un petit nombre et décroît rapidement au fur et à mesure que l'on considère un plus grand nombre de personnes.

Quelle que soit l'égalité des droits politiques, la

participation de la majorité à la totalité de l'activité politique est tellement faible, et celle d'une petite minorité tellement intense, que la couleur et le caractère général d'une activité politique nationale reflètent en réalité ceux d'une minorité active. Pour cette raison, la nation paraît toute changée si la minorité qui donne le ton est changée ; or ce qui advient durant une effervescence est justement un changement de personnel, tel que les acteurs d'hier ont disparu, remplacés par d'autres qui sont d'allure toute différente.

Le grand mérite d'un système effectif à deux partis est qu'aucun homme ne peut atteindre une certaine importance politique sinon par un progrès lent au sein de l'un ou l'autre parti, progrès au cours duquel il sera l'objet de filtrages successifs au long de sa carrière. Les deux partis apportent une grande contribution à la stabilité en conspirant pour persuader le public qu'à eux deux ils épuisent les possibilités. Mais le politiste ne peut pas ignorer que toute salubre que soit cette croyance, elle ne correspond pas à la réalité : il y a des êtres qui peuvent subitement émerger de l'obscurité, quand l'occasion se présente, et chasser les petites armées engagées dans un duel civilisé. Les têtes enlevées par paniers de la guillotine représentaient tout l'éventail des opinions avant la Révolution française (et même pendant la Révolution) ; ce fut également le cas dans les camps de concentration soviétiques et nazis.

Tout cela fait partie du processus d'effervescence. Permettez-moi de dire que c'est un fait auquel les politistes n'ont pas accordé l'attention qu'il fallait. Ils ont eu tendance très souvent à considérer les événements de cette nature comme inévitables quand ils se sont produits et inimaginables où ils ne se sont pas produits. Que là où ils se sont produits, c'est preuve qu'il y avait « raison suffisante », est une tautologie sans intérêt ; ce qui est utile est de trouver, si possible, ce qui aurait pu faire une différence. Ce n'est plus la mode pour les historiens de s'arrêter en cours d'exposé à un point qui leur semble décisif et de noter à partir de ce point quelles auraient pu être les conséquences d'une décision ou d'une action différentes. Il se peut

American Political Science Review, déc. 1963, vol. LVII, n° 4. Les auteurs ont demandé à des politistes dans quelle branche de la science on faisait le travail le plus important, et le « béhaviorisme » dépassait largement les autres branches, tandis que la « théorie politique » venait en dernier.

que ces exercices ne conviennent pas à la science historique ; ils conviennent par excellence à la science politique.

Notre science a grand besoin d'une étude systématique de l'apparition de ces « changements d'état » que nous avons appelés ici « effervescences ». Si je ne me trompe, cette étude ne confirmerait pas le finalisme effrené et sans caution de ces philosophies agnostiques de l'Histoire, selon lesquelles les événements tumultueux arrivent lorsqu'ils sont appelés pour amener à l'existence un ordre nouveau prédéterminé. C'est là un ultra-Providentialisme athée, qui n'a point conscience de sa naïveté.

J'ai remarqué que les études de comportement ont tendance à ne pas tenir compte des changements de comportement qui accompagnent les « effervescences » et n'accordent pas suffisamment d'importance à ce qui peut les provoquer. Il faut encore ajouter une autre remarque relative aux conditions normales.

Les phénomènes politiques ont par nature un rythme différent des phénomènes sociaux. Prenons par exemple l'attitude vis-à-vis de la consommation d'alcool. Supposons que sur une période donnée le nombre d'abstinents passe d'une petite minorité à la majorité. En tant que phénomène social, cette évolution peut être continue et se développer jusqu'à n'importe quel point sans interruption. Mais imaginons maintenant que l'abstinence devienne politiquement militante : dès que les abstinents auront atteint la majorité, ils interdiront l'alcool à la minorité : discontinuité, rupture et cause d'« effervescence ». Ainsi la diffusion d'une attitude politique donne naissance à des événements distincts, ce qui n'est pas le cas pour les attitudes sociales.

Cependant l'exemple ci-dessus suppose une démocratie parfaite où les décisions sont prises par une majorité populaire, ce qui ne se produit dans aucun Etat moderne. Au contraire, la tendance actuelle veut que les décisions majeures soient confiées à une seule personne : ainsi, par exemple, aux Etats-Unis, le Congrès prend la décision relative à la proposition du Président au sujet de l'aide financière à accorder au Sud-Viet-nam, mais le Président peut décider tout seul d'une opération militaire contre le Nord-Viet-nam.

De là suit que le politiste, dans ses conjectures,

doit tenir compte du caractère individuel, ce dont le sociologue n'a pas à s'occuper. Un phénomène social est le résultat d'un nombre élevé de décisions individuelles, un agrégat qui reflète les attitudes en proportion de leur fréquence. Pour cette raison, en faisant des pronostics sociaux l'on peut très bien ne pas tenir compte de l'attitude d'une petite minorité — ainsi le refus de l'automobile par la secte des Amish en Pennsylvanie ne pèse nullement dans les estimations des ventes futures de voitures aux Etats-Unis — et le sociologue qui fait des prévisions ne doit pas, ou mieux ne peut pas, tenir compte de pareilles particularités : s'il désire estimer le nombre de divorces qu'il y aura l'année prochaine, il ne jugera d'aucune importance l'information que Jean et Marie se disputent souvent. Il n'en va pas de même en politique : une attitude relativement peu répandue, par exemple un antisémitisme violent, peut prendre une importance soudaine si c'est ce que ressent l'homme qui atteint le poste le plus important dans un pays ; mais plus généralement, même sans qu'il fasse preuve d'une particularité aussi extrême, chaque petit trait de l'individualité du « Prince » revêt une grande importance à cause du facteur de multiplication qu'est un grand pouvoir.

C'est un élément qui a toujours été reconnu. Nous avons des documents de prévision politique vieux de plusieurs siècles dans les courriers diplomatiques ; si l'ambassadeur doit son caractère public à sa qualité de porte-parole officiel de son souverain, les missions permanentes à l'étranger, aussitôt établies, fonctionnèrent surtout comme postes d'écoute d'où l'on faisait des rapports sur l'évolution politique actuelle ou à venir dans le pays de résidence. Ce furent les premiers rapports politiques d'une immense valeur pour l'historien parce qu'ils exposent des états de choses, mais aussi une source riche, à ce titre inexploitée, pour l'étude de la conjecture politique. Plus le message de l'informateur politique contient de prévisions, plus il est intéressant : le rédacteur communiquait des faits accomplis, qui lui servaient également de matière première pour son « produit transformé », ses prévisions. Combien de thèses à écrire sur les procédés de conjecture qu'elles révèlent ! Or, une connaissance superficielle de ces messages permet de remarquer quelle place y occupent les descriptions de traits personnels : le caractère du prince, de ses ministres et de ses favoris, celui aussi de ses successeurs éventuels.

Que de changements peut entraîner la plus simple substitution de personnes ! Frédéric II le Grand écrivait en janvier 1762 au marquis d'Argens : « Si la fortune continue à me persécuter, je vais certainement sombrer », et il ajoute qu'à moins d'un retour de fortune, il pourrait le mois suivant suivre l'exemple de Caton, « Caton et le petit tube de verre que je possède ». Mais au moment où il écrit, le changement s'est déjà produit : l'impératrice Elisabeth est morte et son neveu Pierre III lui a succédé ; le nouveau tsar est un admirateur fanatique de Frédéric II et il soulage immédiatement la pression exercée sur le roi de Prusse en rappelant ses troupes. La brève période que Pierre resta sur le trône suffit pour renverser le courant.

Pouvons-nous vraiment dire que les personnalités comptent moins de nos jours ?

Pourquoi l'Ouest a-t-il frémi lorsque se répandit la fausse nouvelle du décès de M. Khrouchtchev ? Et dans les démocraties libérales, n'avons-nous pas vu les hommes mêmes qui voient dans la politique le résultat de forces impersonnelles, manifester une vive crainte quand il sembla que Goldwater pourrait devenir Président ?

Les personnalités sont toujours importantes en politique et elles ne l'ont jamais été autant qu'en notre siècle, lequel a cherché en même temps à collectiviser l'individu et à individualiser la force collective. Il en découle à mon avis une plus grande prévisibilité pour les questions relatives à l'économie sociale, mais une prévisibilité moindre pour les questions purement politiques. Loin de moi l'idée d'exagérer la liberté d'action de l'homme au sommet ! Il est toujours assis sur un volcan mais la façon dont il y est assis fait toute la différence.

De ces remarques on peut conclure que les méthodes qui nous sont utiles pour les prévisions de changements sociaux, qui sont continus et insensibles aux particularités, ne conviennent pas aux phénomènes politiques qui ont des propriétés différentes.

VII

C'est une des grandes ambitions des sciences sociales modernes d'étudier les phénomènes avec une objectivité totale ; cette ambition se comprend étant donné que c'est la méthode qui a conduit l'esprit humain à des succès phénoménaux dans les sciences physiques, qui servent de modèle et

de base à toutes les autres. Ce qui a gêné ce progrès est notre tendance apparemment innée à accorder une personnalité presque humaine aux objets. Il n'est pas très utile, si l'on désire contrôler les inondations, de les considérer comme un signe de colère des esprits du fleuve qui devaient être apaisés par des dons, peut-être par des sacrifices humains. Notre connaissance et notre maîtrise de la nature ont progressé à mesure que nous avons cessé de considérer les objets naturels comme des personnes capricieuses agissant selon leurs humeurs, et les avons vus comme des « choses » qui agissent comme le veulent les circonstances. On peut dire de la Bible, comme elle répudie vigoureusement l'animisme et dépersonnalise les objets, qu'elle a ouvert la voie aux sciences occultes (8).

Nous pouvons voir que la disparition des « génies des choses » est historiquement associée à une procédure d'enquête qui cherche à établir comment les objets réagissent dans des conditions diverses et à déduire depuis les régularités observées, des déclarations de valeur conjecturale. La procédure a le maximum de valeur pratique lorsqu'elle nous permet de prédire avec certitude comment l'objet réagira dans certaines conditions futures et donc aussi de déterminer les conditions qu'il faut créer pour obtenir que l'objet réagisse comme il nous convient. Ces grands résultats pratiques de la méthode sont pleinement réalisés si l'objet étudié est une « chose » qui doit nécessairement « se conduire » en conformité passive parfaite avec les conditions où elle se trouve. Il est compréhensible par conséquent que la méthode ait été appliquée par extension aux animaux à la suite de l'assertion de Descartes concernant leur caractère de « machines », et que Condillac et La Mettrie aient encore étendu l'application de cette méthode à l'homme, étant donné l'opinion qu'ils en avaient.

Quel qu'ait pu être le rôle historique de la tendance à considérer l'homme comme « une simple chose » dans l'extension de cette méthode d'enquête aux êtres humains, c'est une erreur (9) que

(8) Le fait que la mort du grand Pan ou la dépersonnalisation des objets naturels aient impliqué une grande perte de révérence ou de plaisir sensible, n'entre pas ici en ligne de compte.

(9) L'erreur provoque de vives querelles entre ceux qui, révoltés que l'homme soit considéré comme une simple chose, répudient inutilement la méthode scientifique et ceux qui, pratiquant cette méthode, défendent inutilement la notion de

de considérer que la validité de la méthode, appliquée à son cas, dépend de cette supposition ontologique. La toute première chose que l'on constate dans cette application, est que les hommes ne font pas preuve de la même uniformité de conduite que celle que nous attendons des choses. De sorte que cette application (scandaleuse pour d'aucuns qui considèrent qu'elle abaisse l'homme au simple statut de chose) prouve en fait qu'il n'est pas une chose. Mais la méthode n'est pas pour autant sans valeur : malgré que nous trouvions dans un groupe d'hommes des conduites différentes dans des conditions égales, si nous notons la distribution de ces conduites et son mode, et si nous constatons que sur une période donnée cette distribution et son mode ne changent que peu ou ne bougent que lentement, nous pouvons en tirer un moyen de prévision, comme l'a fait remarquer Quételet (10).

Quelques mots encore sur l'objectivité : la méthode scientifique à propos des choses a substitué à l'interprétation de leur « génie » l'examen de leurs prestations. Nous ne tentons pas de comprendre l'esprit de l'objet, nous tentons de le suivre objectivement avec attention. Dans les différends métaphysiques de la sociologie, l'on discute beaucoup du pour et du contre de cette objectivité.

Il n'y a pas de mal à observer une nation comme si c'était une fourmilière, seulement c'est une méthode appauvrissante. Si c'était la meilleure il faudrait absolument défendre aux ethnologues, qui vont étudier des peuples soi-disant primitifs, d'apprendre la langue de leurs hôtes : les conversations donnent toujours une idée des sentiments des hommes, de leurs intentions, de leurs valeurs : et par là l'ethnologue perdrait cette objectivité que certains jugent absolument essentielle. L'objectivité a en effet été utilisée comme artifice littéraire par les esprits du XVIII^e siècle, et plus particulièrement par Voltaire, pour ridiculiser le comportement social. Si l'on considère un comportement d'un point de vue qui annule les valeurs qui l'inspirent et donc lui ôte toute signification, il est certes facile de le faire paraître insensé : de cette façon on le rend également imprévisible. C'est là un avertissement qu'il ne faut pas pousser l'objectivité trop loin ; le sociologue doit placer les comportements tangibles qu'il observe dans le cadre des croyances et intérêts prédominants. Un économiste peut ne pas aimer les voitures, il peut en guise de plaisanterie décrire les week-ends comme un essaimage

sans but des citoyens hors de leur ruche à la suite d'une perturbation périodique de la vie normale dans ces ruches : ses prévisions doivent quand même tenir compte du désir connu de l'homme d'avoir une voiture. Il n'y a pas de prévision possible si les données sur ce que font les hommes ne sont pas complétées par des données sur leurs sentiments, leurs besoins, leurs aspirations, leurs jugements. Ces données peuvent ne figurer qu'implicitement dans un modèle qui assume de la sorte qu'elles ne varient pas avec le temps ou qu'elles varient selon une loi supposée.

Mais la situation est toute différente pour celui qui fait des prévisions politiques : il doit se concentrer sur les sentiments, les attitudes, les jugements, car ce sont des facteurs qui dans son domaine changent rapidement et en profondeur avec des conséquences de fait importantes. Combien de temps, combien peu de temps après l'ultime résistance d'Hitler à Berlin n'ai-je pas entendu un groupe ADA (11) de New York acclamer le slogan du maire Reuther « Berlin est l'avant-poste et le symbole de la liberté ». Comme la signification avait changé ! Était-ce vraiment parce que l'intérêt national des E.-U. le demandait ? Ils m'irritent ceux qui expliquent les attitudes émotionnelles d'êtres humains par l'intérêt rationnel de collectivités : il faudrait plutôt faire le contraire. Faut-il croire que la révolte antisoviétique des E.-U. aussi rapidement après la fin des hostilités, était inspirée par l'intérêt national ? Si c'était le cas, les troupes américaines auraient certainement été chargées les dernières semaines de la guerre d'occuper le plus possible de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie et d'y rester ! En réalité la politique suivie à partir de ce moment a été la conséquence d'un changement dans l'appréciation affective de la Russie staliniste.

L'histoire serait différente — en vérité il y aurait beaucoup moins d'Histoire au sens où l'on entend

la « simple chose ». La justification ou la condamnation de la méthode ne doivent pas dépendre de telles considérations mais de son efficacité. J'aimerais ajouter à ce point, bien que cela dépasse mon sujet, que le véritable danger du point de vue scientifique, comme d'ailleurs de toute conception intellectuelle, est que l'enthousiasme excessif pour les déclarations générales, tout utile qu'il soit, peut nuire à notre appréciation du particulier et de l'unique.

(10) A. QUETELET, *Sur l'homme et le développement de ses facultés ou essai de physique sociale*, Paris, 1835, 2 vol.

(11) « Americans for Democratic Action », groupe intellectuel gauchisant.

le mot — si la politique correspondait à une conception relativement stable de l'intérêt national. Voyons par exemple les relations de « guerre ou paix » de la Grande-Bretagne avec Hitler en moins de cinq ans. Mars 1936 : les troupes hitlériennes occupent la Rhénanie, démilitarisée selon le traité de Locarno que la Grande-Bretagne a signé : tout ce que les Britanniques avaient à faire était d'appuyer et d'encourager les Français hésitants, qui auraient facilement pu réoccuper la Rhénanie et auraient de la sorte donné au prestige de Hitler un coup peut-être décisif ; les Britanniques choisissent l'attitude opposée.

Été 1938 : après l'Anschluss, c'est la Tchécoslovaquie qui est menacée, les Français sont prêts à réagir, le gouvernement britannique invente la mission Runciman qui aboutit à Munich, « la paix en notre temps ». La situation militaire a fortement empiré, mais le 15 mars 1939 l'annexion de la Tchécoslovaquie, devenue sans défense par amputation, choque l'opinion publique britannique et la Grande-Bretagne devient militante. Qu'importe que l'alliance espérée avec les Russes échoue, c'est la guerre ; les Français ont perdu courage, suivent à contre-cœur et, comme il se verra, inefficacement. Octobre 1940 : la France a été complètement défaite, la seule puissance restante en Europe est l'Union soviétique, actuellement l'alliée de l'Allemagne ; Hitler offre la paix à l'Angleterre, sans qu'il doive lui en coûter, qu'elle s'occupe seulement de son empire, qu'Hitler admire d'ailleurs. L'offre n'est même pas examinée : le cœur des Britanniques s'est tellement tourné contre Hitler que, sans tenir compte de leurs ressources et chances relatives, ceux-ci veulent le combattre, adviene que pourra.

Cette terrible épreuve n'était pas nécessaire, dira-t-on, on ne répétera plus de pareilles erreurs ! Voire ! On les répète tout le temps (mais espérons sans les mêmes conséquences dramatiques) et il est naturel qu'on le fasse ; car à quelque moment que ce soit, la « situation actuelle » est jugée conformément aux sentiments et aux évaluations dominants. Il n'en va pas comme d'un problème d'échecs que tout le monde n'est pas également en mesure de résoudre mais que tout le monde voit de la même façon : la situation varie avec celui qui l'observe, elle n'est pas la même pour Baldwin, Chamberlain et Churchill. Et la politique d'une nation n'est pas le résultat de l'interprétation de la situation par un seul homme, mais la résultante d'une composition

de « lectures » différentes. Il est certain que les Etats-Unis avaient le pouvoir d'empêcher la capitulation de Munich et que Roosevelt en avait le souci. Il n'a pas alors jeté le poids de son pays dans la balance et fait, par une intervention diplomatique, l'économie de ce qui allait se produire quelques années plus tard. Comment l'expliquer ? Par l'état de l'opinion à ce moment. C'est aussi l'état de l'opinion qui ne lui permettait pas en 1941 d'engager son pays dans la guerre : le Japon allait se charger d'y remédier.

Ce que l'on appelle « la grande politique » abonde en exemples de sottises telles qu'on ne saurait les commettre dans un « jeu de stratégie ». L'exemple le plus éclatant se trouve dans la conduite du Japon en 1941. Selon son alliance avec l'Allemagne, il devait logiquement attaquer lui aussi la Russie, l'obliger à combattre sur deux fronts, et l'issue de la guerre mondiale en pouvait être changée. Au lieu de quoi, par l'agression de Pearl Harbor, le Japon fit basculer dans le camp ennemi l'énorme puissance américaine. On peut dire que l'entreprise hitlérienne a été condamnée par l'opération de Pearl Harbor. Le geste paraissait tellement contraire aux intérêts de ceux qui le faisaient, intérêts estimés selon leurs propres préférences, qu'il était par là imprévisible. Churchill a très bien dit à ce sujet : « Si complètement que l'on essaie de se mettre à la place de quelqu'un d'autre, on ne peut suivre l'esprit et l'imagination des hommes dans des développements qui échappent à la raison. Cependant la folie est une maladie qui présente un avantage à la guerre : celui de réaliser la surprise » (12).

Revenant sur un terrain plus familier, il est difficile de ne pas trouver curieux le contraste entre 1954 et 1964 dans l'attitude américaine en Indochine. Prenons comme donnée de fait qu'au cours d'une longue suite d'années, les gouvernants américains ont eu pour intention constante d'arrêter l'extension du communisme dans la péninsule indochinoise en soutenant à grands frais une résistance armée. C'est la donnée de fond. Maintenant sur ce fond situons le fait qu'à dix ans de distance, des porte-avions américains se trouvent dans le golfe du Tonkin, à la disposition du président des Etats-Unis, pour une attaque aérienne. Au printemps 1954, il y a beaucoup à espérer d'une attaque

(12) *Mémoires de Guerre*, t. III, livre II, chap. XI.

aérienne contre Dien-Bien-Phu. Les résultats probables (mais évidemment pas certains) étaient : l'armée française sauvée, l'armée de Giap (qui à ce moment présentait un objectif concentré) meurtrie, l'État du Viet-nam (pas encore divisé) libéré — du moins pour une certaine période — de la pression communiste, l'infiltration communiste arrêtée au Laos et au Cambodge. Le président Eisenhower s'oppose à cette attaque qui aurait pu avoir de telles conséquences ; l'attaque est lancée au début d'août 1964 quand elle offre beaucoup moins de promesses. En termes de stratégie l'on ne peut pas expliquer qu'elle n'ait pas été lancée en 1954 plutôt qu'en 1964. Il faut l'expliquer en termes politiques ; et je ne veux pas dire en terme de politique officielle, car l'attaque de 1954 aurait été exécutée à la demande d'un État officiellement souverain sur son propre territoire contre des hommes qui, officiellement également, étaient des rebelles ; alors que l'attaque de 1964 est lancée contre le territoire d'un État souverain. Il ne faut donc pas chercher l'explication dans la « politique » dans le sens de « Droit Public ». Il faut chercher l'explication dans un contexte émotionnel bien différent.

L'explication et a fortiori la prédiction sont impossibles en politique si l'on ne comprend pas les attitudes affectives. « Les mouvements passionnels du cœur humain sont le ressort de la politique » dit Cournot (13). La tragédie doit exprimer la rapidité et l'amplitude de ces mouvements, et c'est une leçon que les hommes d'État oublient pour leur malheur. La France avait pour Premier ministre en 1848, un éminent politiste, le restaurateur même de notre Académie des sciences politiques et morales, Guizot. Fait rare en France, l'opposition parlementaire admettait un leader : Thiers, un historien distingué. Ni l'un ni l'autre de ces hommes n'eut le moindre pressentiment de la révolution qui devait renverser le régime en quelques jours en février. Qui plus est, ni l'un ni l'autre ne prit au sérieux le rassemblement de foule le 22, d'une foule qui, aux dires de ceux qui ont étudié ces jours historiques, ne manifestait encore aucune excitation violente.

Jusqu'à la dernière minute, ces hommes éminents ne prévirent pas la révolution, et leur eût-on dit que Louis Bonaparte serait empereur quelques années plus tard, ils auraient cru à une plaisanterie. Et pourtant ! L'histoire que Thiers avait écrite était celle de la Révolution et de l'Empire ! Ces événements qui devaient se répéter lui étaient

certainement familiers, mais sans doute a-t-il pensé « Cela ne peut pas arriver maintenant », variante du « Cela ne peut se passer ici ». Cet exemple souligne que le *conjecturiste politique doit deviner quels seront les sentiments des hommes* (c'est mon septième point) et que c'est un pronostic fort difficile.

L'étude de l'opinion publique correspond à ce souci, mais l'on peut se demander si l'on a accordé suffisamment d'attention à la dynamique des humeurs.

VIII

Considérons « le corps politique » comme une vaste armée « qui fait son chemin » au sens propre : cela pose une multitude de problèmes à prévoir par une multitude de chercheurs sociaux, avec le politiste comme coordinateur, méfiant des mélanges qui peuvent provoquer l'excitation et la colère. C'est l'esquisse rapide de l'image que nous avons présentée dans les paragraphes précédents. Cette image insiste tellement sur l'expertise politique que peut-être elle bute contre l'idée établie que le politiste est un expert en *institutions*. Mais les deux conceptions ne sont nullement opposées ; le rôle du politiste en tant que détecteur donne vie à son rôle de connaisseur et d'architecte d'institutions.

Les institutions ont une valeur comme instruments, bonnes dans la mesure où elles résolvent effectivement les problèmes et jouent pour la réalisation de biens sociaux. Si l'appareil gouvernemental grince de sorte qu'il n'en puisse sortir en temps voulu l'action nécessaire pour éviter un danger clairement menaçant, on peut supposer que les institutions ne sont pas ce qu'elles devraient être. Je ne veux pas dire par là que toute mauvaise politique est preuve de mauvaises institutions : il n'y en a pas d'assez bonnes pour exclure la possibilité de sottises décisions ! Je veux dire que la fréquence de l'échec dans le traitement des problèmes porte condamnation de ce qui est essentiellement un appareil pour affronter et résoudre.

Et c'est là justement que l'expertise en matière d'institutions est nécessaire. Abandonnée à elle-même l'opinion publique aura facilement tendance à rejeter un système tout entier, y compris ce qu'il a

(13) A. COURNOT, *Traité de l'enchaînement des idées fondamentales dans les sciences et dans l'histoire*, § 460, p. 525 de l'édition de 1911.

de bon ; par exemple il se détournera d'un régime de « gouvernement par discussion » qui ne fonctionne pas bien, vers une tyrannie plus efficiente. C'est l'expert en matière d'institutions qui devra indiquer les ajustements moins radicaux à effectuer. Mais en tant qu'il doit bien pronostiquer les sentiments des hommes (point sept), il doit savoir que l'opinion publique prenant conscience tardivement de l'inefficacité d'un système, sera portée alors à le répudier complètement, de telle sorte que les ajustements mineurs, qui suffiraient ne se trouveront plus acceptables. Il faut donc les apporter avant que le public se soit ému ; et ce n'est pas facile parce qu'à ce moment-là le public ne les réclame pas et les hommes qui ont l'appareil gouvernemental en mains sont placides.

En vérité, le politiste devrait prévoir les déficiences du système institutionnel non seulement avant qu'elles n'aient suscité le mécontentement populaire et ne soient dénoncées, mais encore avant que les déficiences ne se soient manifestées par des fautes de fonctionnement.

A cette fin, il s'inspirera naturellement des tendances sociales lourdes et fortes, à la poursuite desquelles on peut raisonnablement s'attendre. Il se demandera comment leur cours va charger de problèmes l'appareil gouvernemental, et comment celui-ci va s'accommoder de cette charge, et enfin par

quels ajustements on peut le préparer aux tâches qui vont se présenter.

Il est vrai sans doute que les tendances sociales qui d'une part proposent des problèmes à l'appareil institutionnel d'autre part exercent sur lui des pressions directes, tendant à affaiblir ou atrophier certaines de ses parties, à en renforcer ou hypertrophier d'autres. Il peut arriver que ces influences directes sur les institutions politiques les rendent plus propres à remplir leurs tâches : mais quant à supposer qu'il en va nécessairement ainsi, ce serait une sorte de transformisme béat, auquel on serait imprudent de se fier.

Il n'est pas nécessaire de plaider longuement mon huitième point : *Il appartient au politiste de prévoir les ajustements de l'appareil politique lui permettant de traiter les problèmes que lui posera le changement ambiant.* De tous les points ici avancés, c'est celui qui a le moins besoin d'être plaidé, sur lequel l'accord se fera le plus aisément. Si je l'ai placé en dernier lieu, c'est pour marquer que la préoccupation institutionnelle, si importante pour les politistes, prend sa plus grande intensité lorsqu'elle dérive naturellement de préoccupations plus immédiates et terre à terre, lorsqu'en un mot c'est en conclusion d'une estimation des travaux que l'on envisage l'appareil.

